Le Journal des décideurs

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0650/07/09/22/HAAC - N°010 du Mardi 04 Octobre 2022 Prix: 250Fcfa

Site web: www.leconomistedutogo.tg

Image du jour

Dangote, le plus riche d'Afrique la 11ème année consécutive !

• (Page 02)

Facteur clé de succès pour une femme entrepreneure • (Page 03)

Les 3C pour réussir selon Francine Beleyi

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Australie

Le plus grand projet de stockage d'énergie hydroélectrique du monde

L'État australien du Queensland a annoncé, mercredi, son intention de créer le plus grand projet de stockage de l'énergie ... • (Page 08)

Cinéma

Une voiture de James Bond vendue aux enchères

La maison Christie's organisait une vente aux enchères de ... • (Page 08)

ZLECAF

Premiers échanges commerciaux entre le Rwanda et le Ghana

Le Rwanda a exporté son premier lot de marchandises dans le cadre de l'accord de... • (Page 02)

Togo / Cadre de vie

La création d'une nouvelle ville en projet

Le premier lundi du mois d'octobre est dédié aux manifestations célébrant l'habitat. La communauté internationale entend ainsi susciter des ... • (Page 04)

Bénin / Infrastructures

La Banque mondiale octroie 200 millions $ pour renforcer la résilience

Dans le cadre du soutien qu'elle apporte au gouvernement béninois, dans la mise en œuvre de son programme d'... • (Page 06)

26ème Forum de la réassurance africaine à Lomé • (Page 04)

Assurances et réassurance pour sécuriser les investissements

Éducation pour tous

Des kits scolaires de Faure Gnassingbé aux élèves des Lacs

Faure Essozimna Gnassingbé reste attaché à l'éducation de qualité pour tous au ... • (Page 11)

Mise en œuvre de la ZLECAF

Premiers échanges commerciaux entre le Rwanda et le Ghana

Le Rwanda a exporté son premier lot de marchandises dans le cadre de l'accord de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) vers le Ghana le vendredi 30 septembre 2022.

● *Wilson LAWSON*

Le premier envoi de café d'Igire Coffee Limited a été transporté à Accra par le transporteur national, RwandAir, marquant le début officiel des échanges préférentiels dans le cadre de l'accord de mise en œuvre de la ZLECAF. Une déclaration publiée par le ministère du Commerce et de l'Industrie indique que "le premier certificat d'origine de l'AfCFTA pour le Rwanda a été délivré à Igire Coffee pour les produits de café destinés au Ghana dans le cadre de l'initiative de commerce guidé de l'AfCFTA. C'est le début d'un commerce intra-africain accru. Le Rwanda fait partie des sept pays sélectionnés pour participer à la phase pilote de l'initiative de l'AfCFTA sur le commerce guidé. Igire Coffee est une entreprise de transformation de café dirigée par des femmes qui commercialise du café de qualité supérieure et, selon sa présidente, Briggette Harrington, l'AfCFTA profitera énormément au Rwanda puisqu'elle est conçue pour garantir le commerce entre l'Afrique. « Nous ne continuerons pas à dépendre des pays occidentaux qui continuent de prendre les matières premières et les ressources naturelles de l'Afrique, laissant le continent dans le dénuement. Nous devons inverser cette tendance », a déclaré Harrington au New Times. Lorsqu'elle a fondé Igire Coffee, elle a commencé à collecter du café auprès de coopératives de femmes, à le transformer et à l'exporter au Ghana. Elle a veillé à ce que les bénéfices reviennent aux agricultrices. « Les entreprises occidentales venaient ici, achetaient un kilo de café pour, disons, 5 dollars américains. Elles le prenaient, le transformaient, l'emballaient et le ramenaient, le revendaient à 45 dollars américains. Pourtant, les femmes qui ont planté, incliné, lavé et séché le café ici faisait la plupart du travail et recevait le moins de salaire. C'est ce que nous devons changer », a déclaré Harrington. Elle a donné un exemple du cacao au Ghana, qui, jusqu'à récemment, ne bénéficiait qu'aux pays occidentaux qui le transformaient en chocolat, mais dernièrement, l'Afrique a commencé à le transformer, ce qui a entraîné une augmentation des revenus intérieurs. Avec l'AfCFTA, les commerçants bénéficient de tarifs réduits entre les membres et couvrent des domaines politiques tels que la facilitation des échanges et les services. « Nous allons pouvoir exporter des produits transformés. J'engage les autorités à commencer également à exporter du thé en Afrique dans le cadre de l'AfCFTA. J'ai également proposé au Conseil national de développement des exportations agricoles de proposer une politique, d'ici l'année prochaine, consistant à ce qu'au moins 25 % du café exporté soit entièrement transformé localement et que ce pourcentage augmente progressivement avec un objectif d'avoir 80 pour cent du café rwandais transformé localement », a déclaré Harrington.

Image du jour

○ *Aliko Dangote nommé l'homme le plus riche d'Afrique par Forbes pour la 11ème année consécutive !*

AUX DÉCIDEURS...

L'Afrique et la refonte des chaînes d'approvisionnement

Au cours des dernières années, les chaînes d'approvisionnement mondiales ont été tendues et perturbées par la pandémie de COVID, l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la montée des tensions géopolitiques. Celles-ci ont commencé avec la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine, puis se sont intensifiées après la guerre en Ukraine. En réponse aux retombées économiques et sécuritaires cumulatives qui en ont résulté, certains pays avancés intensifient désormais leurs efforts pour détourner leurs chaînes d'approvisionnement des pays qui ne partagent pas les mêmes idées et qui n'ont pas de valeurs communes.

Cette nouvelle stratégie de chaîne d'approvisionnement s'appelle « friend-shoring ». Les pays avancés créent des alliances entre amis qui, à leur tour, remodèlent notre économie mondiale. Ces changements ont des implications négatives pour l'Afrique. Les approches de reconfiguration des chaînes d'approvisionnement qui se déroulent actuellement menacent d'accumuler davantage de tensions sur un continent déjà plombé par de multiples crises.

L'Afrique est perdante parce que la refonte actuelle des chaînes d'approvisionnement n'a pas pour but de déplacer le commerce, les investissements et les emplois vers les partenaires commerciaux africains. Cela a plutôt à voir avec les efforts déployés par l'UE et les États-Unis pour éviter que leurs chaînes d'approvisionnement ne soient perturbées pour des raisons géopolitiques par des partenaires moins fiables détenant une part de marché mondiale importante dans les matières premières, les produits de base et d'autres produits essentiels.

Des mesures peuvent être prises pour atténuer les effets économiques négatifs qui seront imposés à l'Afrique par cette réorientation de la chaîne d'approvisionnement. Il s'agit notamment de forger des alliances d'amitié solides et efficaces avec les économies avancées et de défendre le système commercial multilatéral fondé sur des règles.

L'Afrique n'a rien à gagner de la refonte actuelle des chaînes d'approvisionnement. Cela s'explique par le fait que les initiatives américaines et européennes de soutien aux amis favorisent fortement les partenaires asiatiques et indo-pacifiques. Les gagnants de ces initiatives sont l'Indonésie, la Malaisie, le Vietnam et d'autres pays de l'Indo-Pacifique jugés dignes de confiance. Leurs économies bénéficieront de l'impulsion donnée aux échanges, aux usines de production, aux emplois et aux investissements.

En outre, la délocalisation des amis menace également de saper l' initiative d'aide pour le commerce de l'Organisation mondiale du commerce . Celui-ci a été lancé en 2005 pour aider les pays en développement à réduire les coûts du commerce et à améliorer ainsi la compétitivité des exportations. Son importance n'a cessé d'augmenter au cours des années qui ont suivi son lancement. Lors de la réunion de l'OMC de cette année en juillet, les discussions sur l'Aide pour le commerce se sont concentrées sur l'aide à l'Afrique et aux autres pays en développement pour se redresser et construire un développement durable à long terme en soutenant les besoins prioritaires qu'ils avaient identifiés.

Ces besoins comprennent la facilitation des échanges, la connectivité numérique, la diversification des exportations, la connexion aux chaînes de valeur et l'autonomisation économique des femmes. Ils se sont également concentrés sur la manière dont le développement écologiquement durable peut contribuer à répondre à ces besoins prioritaires.

Reconfigurer les chaînes d'approvisionnement de manière à prêter exclusivement main forte aux manœuvres actuelles des États-Unis et de l'UE ne fera que rendre plus difficile pour l'Afrique de bénéficier du soutien de l'OMC dans ces domaines importants.

Pour l'avenir, il y a au moins trois choses essentielles qui peuvent être faites pour atténuer les impacts négatifs sur l'Afrique.

Tout d'abord, des alliances efficaces entre amis devraient être incluses comme pièce maîtresse de la nouvelle stratégie américaine envers l'Afrique subsaharienne. Les décideurs politiques africains devraient exhorter fortement l'administration Biden à le faire et démontrer leur engagement à être des partenaires de confiance.

Deuxièmement, l'UE devrait également développer une stratégie efficace de « friend-shoring » avec des partenaires africains, même si elle pousse à l'expansion des chaînes d'approvisionnement intra-bloc. Là encore, il est primordial que les décideurs politiques africains prennent l'initiative et justifient l'importance d'établir une solide relation d'amitié avec l'UE.

Enfin, il est important de défendre le système commercial multilatéral fondé sur des règles pour s'assurer qu'il continue d'offrir des avantages aux pays en développement et aux pays les moins avancés, y compris ceux d'Afrique.

Elom Nomenyo

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km^2	21,7 km^2	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Facteur clé de succès pour une femme entrepreneure

Les 3C pour réussir selon Francine Beleyi

Son parcours professionnel, l'expérience la plus déterminante qui a changé le cours de sa vie, le facteur clé de succès pour une femme entrepreneure dans un contexte interculturel, la place des femmes dans le digital, etc. sont entre autres les sujets abordés par la Togolaise Francine Beleyi dans une interview exclusive Trusted Magazine. Pour Francine Beleyi, Compétence, Communiquer et Confiance en soi sont la clé du succès d'une femme entrepreneure dans un contexte interculturel.

● ***Francine Beleyi, Togolaise d'origine est consultante en stratégie numérique et experte en Personal Branding & Business Branding.***

Trusted Magazine : Comment pourriez-vous décrire votre parcours professionnel en quelques mots ?

Francine Beleyi : Je suis consultante en stratégie numérique et gestion de marque personnelle et professionnelle. Bilingue français-anglais, conférencière internationale et fondatrice du cabinet conseil nucleus of change, basé à Londres. Mon métier c'est d'accompagner les organisations, entrepreneurs et gouvernements dans leur stratégies de marketing et communication digitale pour accroitre leur visibilité, mieux toucher leur public cible et augmenter leur profitabilité. Je suis également l'auteure du livre ' Personal Branding in the digital Age : How to Become a Known Expert, Thrive and Make a Difference in a Connected World', en français, 'Comment créer sa Marque Personnelle à l'ère du numérique : comment devenir un expert connu, prospérer et faire la différence dans un monde connecté.'
Avant de créer mon cabinet conseil, j'ai eu une expérience pluridisciplinaire et internationale en Afrique, en Europe, en Asie et aux Etats-unis. Je viens de la tech ou j'ai été responsable des SI pour Total Togo et ensuite chef de projet fusion lors du rachat d'ELF, mais j'ai également travaillé en banque d'investissement à Londres. Je me suis également spécialisée dans la conduite du changement et du management organisationnel après mon Master afin de mieux accompagner les équipes lors de la transformation des Systèmes d'information.
J'ai dirigé des projets de transformation digitale pour des multinationales et soutenu des initiatives entrepreneuriales et gouvernementales. Je suis membre fondatrice de l'African Women Entrepreneurship Cooperative (AWEC), un programme de formation et mentorat qui bâtit une communauté panafricaine de femmes entrepreneurs pour contribuer à la croissance et au progrès économique de leur pays. On accompagne chaque année 200 femmes sélectionnées dans les 54 pays du continent africain et la diaspora sur un an dans leur stratégie de croissance grâce au numérique.
Je suis aussi la créatrice et l'éditrice en chef de African Diaspora Women in Europe (ADIPWE) une initiative qui met en lumière chaque année les 20 femmes de la diaspora Africaine et du continent qui œuvrent à faire avancer l'Afrique. Nous sommes plus de 450 membres sur LinkedIn group. A cet effet, je conduis des actions de formations et mentoring des femmes dirigeantes et entrepreneurs dans le domaine du digital et de l'entrepreneuriat pour accélérer le progrès économique et social, spécialement en Afrique. J'ai eu l'honneur de recevoir le prestigieux trophée de l'Africanité à Marrakech en 2018 et été nommée dans le top 500 des Africains les plus influents au monde en 2021.

Quelle a été votre expérience la plus déterminante qui a changé le cours de votre vie ?

En 2007, j'ai quitté mon emploi salarié en plein cœur de la City à Londres, l'une des plus grandes places financières du monde. Je gagnais un bon salaire mais je n'avais pas l'impact que je souhaitais. J'étais en recherche de sens et cherchais à utiliser mes nombreuses passions, intérêts et compétences pour trouver l'emploi de mes rêves.
Malheureusement l'emploi idéal n'existait pas. J'ai donc décidé de créer ma propre entreprise, Nucleus of change, un cabinet de conseil spécialisé dans l'aide aux professionnels et aux organisations pour prospérer à l'ère de la transformation numérique.
Je voyais la différence tangible de mon travail dans la vie de mes clients mais le problème était que je ne savais pas comment trouver le prochain client ! J'avais le sens tant recherché mais pas assez d'argent ! J'observais un problème récurrent chez mes clients entrepreneurs ; l'incapacité d'articuler clairement ce qui les rend uniques par rapport à la concurrence. Ce qui signifie qu'ils devaient se contenter de baisser leurs prix pour attirer de nouveaux clients. Ils étaient bons dans leur expertise mais incapables de dire exactement pourquoi les clients devraient venir chez eux plutôt que chez leur concurrent d'une manière claire et convaincante. Peu importe la qualité de votre service ou de votre produit si les gens ne savent pas pourquoi ils doivent faire affaire avec vous, vous allez avoir du mal à percer. J'ai moi-même eu du mal à être visible par rapport à mes clients idéaux. Mais je me suis dit qu'il y avait sûrement un moyen d'avoir à la fois du sens et de l'argent dans mon travail. Il m'a fallu une décennie pour trouver cette réponse.
J'ai passé des centaines d'heures et un investissement financier conséquent en formation, livres, séminaires, mentorat, pour apprendre les ficelles du marketing avec les meilleurs spécialistes du marketing... et là j'ai commencé à avoir à la fois du sens et de l'argent. C'est ainsi que j'ai documenté ce que j'apprenais et créer les 7 piliers de la méthode YEANICC pour construire une image de Marque Personnelle a impact que je décris dans mon livre : 'Personal Branding in the digital Age qui est disponible sur Amazon en format ebook, audio et papier. Quelque chose d'inattendu s'est produit alors que je faisais le tour du monde pour parler de la méthode YEANICC et des 7 piliers, en formant mes clients pour développer leur marque personnelle unique. J'ai réalisé que je créais en fait un Mouvement. Mon travail a touché des milliers d'entrepreneurs et d'organisations dans le monde entier par le biais de conférences en présentiel et virtuels, de programmes de mentorat et de formation.

D'après votre expérience, quel est le facteur clé de succès pour une femme entrepreneur dans un contexte interculturel ?

La femme entrepreneur ou professionnelle doit savoir qui elle est et ne pas chercher à se comparer aux autres. Elle doit connaitre ses valeurs profondes et motivation et suivre son cap. Nous avons suffisamment de valeur et n'avons rien à prouver à qui que ce soit.
Il n'y a pas qu'un seul facteur clé pour réussir en tant que femme entrepreneure. Tout au moins je parlerai d'un cryptique, les 3C: d'abord il faut de la Compétence dans son domaine d'expertise pour être crédible sur le marché, ensuite savoir Communiquer la valeur qu'on apporte avec clarté et sans jargon et enfin la Confiance en soi. Les femmes doivent apprendre à s'affirmer face à toutes sortes de pression et croire en elles pour monter en puissance et briser le plafond de verre. C'est ce que j'aide de nombreuses femmes leaders à développer à travers mes programmes de mentoring et de formation.

D'après vous que faut-il pour que le digital devienne un élément clé des stratégies de développement ?

Le développement d'une économie numérique passe par une bonne infrastructure du pays, un accès rapide à l'internet et peu cher, ainsi que l'éducation des masses (et surtout le changement des mentalités à tous les niveaux en passant par la cellule familiale jusqu'aux gouvernements et valoriser l'entrepreneuriat comme vecteur de création de richesses).
Beaucoup de gens sur le continent utilisent WhatsApp pour rester connectés aux autres, échanger mais peu de gens l'utilisent comme un outil de production c'est à dire l'utiliser pour promouvoir ses activités et se faire de l'argent. Il faut continuer à faire baisser le cout d'internet à travers l'Afrique et bien former les gens à l'utilisation utile et efficace des outils digitaux. Il faut une promotion plus pro-active et pédagogique grâce à une stratégie digitale efficace. La maitrise du digital et la gestion efficace de sa marque personnelle sont des compétences essentielles pour accéder aux opportunités de travail, aux ressources de formation en ligne et surtout accéder aux réseaux de personnes qui sont déjà là ou vous souhaitez aller et peuvent vous aider à accélérer votre développement.

Quel est votre opinion sur la place des femmes dans le digital ?

Aujourd'hui avec le digital, on n'a pas forcément besoin d'être geek pour se faire une place dans le digital. En effet, j'ai parcouru l'Afrique, l'Europe, les Etats unis et l'Asie et force est de constater que les femmes sont encore peu présente dans le digital. Mais cette tendance évolue car les femmes ont compris les opportunités que le digital présente et elles sont bien placées pour y contribuer pleinement. Le digital est une opportunité pour les personnes traditionnellement marginalisées. Il est facile grâce au digital de créer une entreprise à un cout dérisoire, d'accéder à de nouveaux marchés, de créer des produits et services plus rapidement, mieux et moins cher et de gérer ses opérations plus efficacement.
C'est une bouée de sauvetage pour les populations dans les pays les moins développés et pour les femmes en particulier car tout le monde peut y participer à condition d'avoir les compétences digitales nécessaires. Que vous soyez à Londres, à Lomé ou au Laos, vous avez accès aux mêmes opportunités en ligne que tout le monde. Et les femmes ont l'occasion de jouer un rôle majeur dans cette nouvelle économie. Plus besoin de matériel ou logiciel coûteux pour gérer son entreprise. Tout est désormais dans le cloud et on ne paye qu'une fraction du prix pour accéder aux services comparables à ceux d'une grande entreprise.
Cette démocratisation de l'outil informatique et aussi des réseaux sociaux a donné l'occasion à la montée des femmes entrepreneurs partout dans le monde qui peuvent désormais travailler et diriger des entreprises de n'importe où. Elles ont une certaine liberté d'espace, la liberté de temps et la liberté de décider comment elles veulent travailler pour mieux concilier leurs obligations familiales. Le digital permet aux femmes de créer une activité économique sans trop de contraintes, avec une grande flexibilité et d'accéder à des nouveaux marchés tout ça dans le confort de leur cuisine ou de leur chambre.

Quel est votre mot de la fin ?

En tant que professionnel, leader ou entrepreneur nous devons savoir parler de notre histoire avec conviction. Si l'on ne le fait pas nous même d'autres vont le faire à notre place et on risque de ne pas aimer ce qu'ils disent. Donc créer une image de marque forte basée sur votre expertise est la clé pour se développer et atteindre vos objectifs rapidement.
Ma mission est de permettre à un million de chefs d'entreprise, de leaders et de professionnels de devenir une autorité reconnue dans leur secteur, d'attirer leurs clients idéaux et d'avoir un impact plus important à l'échelle mondiale. Et pour créer une image de marque, vous devez d'abord savoir qui vous êtes, votre vision et la partager avec votre public. Je suis convaincue que si nous voulons faire la différence dans notre propre vie et dans la vie des autres, nous devons être visibles auprès de notre public idéal et devenir une voix experte reconnue dans notre domaine.

Source : Trusted Magazine

26ème Forum de la réassurance africaine à Lomé

Assurances et réassurance pour sécuriser les investissements

L'Organisation africaine des Assurances (OAA) organise à Lomé du 1er au 5 octobre 2022, le 26ème Forum de la réassurance africaine. Les échanges s'articulent autour du thème « Croissance Durable : le rôle des réassureurs africains dans la croissance économique et développement ».

● *Joël YANCLO*

« L'ambition de nos plus hautes autorités est de transformer structurellement nos économies par des investissements structurants et innovants en vue d'impulser une croissance forte, durable, résiliente, inclusive, créatrice d'emplois et induisant l'amélioration du bien-être social. Pour atteindre cet ambitieux objectif, il est nécessaire de rappeler la contribution de tous les acteurs socioéconomiques, partant des acteurs économiques, aux banques, aux sociétés d'assurances et de réassurance qui sécurisent les investissements et qui sont eux-mêmes des investisseurs institutionnels », a déclaré Sani Yaya, ministre de l'Economie et des Finances du Togo, à l'ouverture du 26ème Forum de la réassurance africaine de l'Organisation africaine des Assurances (OAA), ce lundi 03 octobre 2022 à Lomé. Avec la fragilité de l'activité économique mondiale, ralentie par les différents chocs avec des risques nouveaux qui sont apparus, « votre rôle justement c'est de couvrir ces risques. Les investisseurs cherchent à se couvrir contre les risques et recourent à l'assurance. Et l'assureur pour se protéger recourt aux services des réassureurs. Mais pour que tout ceci soit possible, il faudrait une industrie de l'assurance robuste et des réassureurs qui ont une bonne solidité financière pour pouvoir accompagner nos Etats, nos économies. Il est très très important que les assureurs et les réassureurs consolident leurs fonds propres et leurs capitaux de sorte à pouvoir se préparer à faire face aux multiples risques qu'ils assurent » a fait remarque le ministre Yaya. Les assurances en Afrique et plus particulièrement en Afrique sub-saharienne, ont somme toute besoin donc de réassureurs pour fonder des bases solides pour une croissance forte durable et inclusive. A cet effet, les réassureurs africains ont un grand rôle à jouer dans la croissance et le développement de l'industrie des assurances. Depuis les grandes entreprises, aux petites et moyennes entreprises, aux particuliers, les assureurs doivent faire preuve de créativité pour innover et proposer des solutions aux différents acteurs de nos économies. Voilà un des défis principaux de l'assurance, le taux de couverture des produits assurantiels, le taux de pénétration et l'assurance ne doit pas rester seulement dans les grandes capitales, elle doit aller dans les hameaux les plus reculés pour proposer des solutions tant qu'il y a une activité économique étant donné que les pays sont constitués essentiellement de petites et moyennes entreprises et des toutes petites entreprises. « C'est là que je voudrais vous engager à faire des réflexions approfondies pour trouver des solutions innovantes à proposer à nos économies », oriente l'argentier national dans ses propos. Aujourd'hui, l'industrie de l'assurance et de la réassurance est passée du statut de prestations de services aux particuliers et la réassurance garantit la solvabilité de l'assureur, et donc sa pérennité.

Togo / Cadre de vie

La création d'une nouvelle ville en projet

Le premier lundi du mois d'octobre est dédié aux manifestations célébrant l'habitat. La communauté internationale entend ainsi susciter des réflexions sur le droit fondamental de tous à un logement adéquat. Au Togo, la localité de Kpomé dans la préfecture de Zio 1 abritera prochainement une ville nouvelle que le gouvernement entend créer sur un domaine de plus de 1.000 hectares.

● *Nicole ESSO*

Au Togo, l'évènement a été marqué par un message du ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Réforme Foncière, Me Koffi Tsolényanu. Dans ce message, il invite tous les acteurs à une responsabilité collective, pour lutter contre les inégalités croissantes dans l'accès au logement décent, viable et sécurisé. Le ministre a annoncé la création d'une nouvelle ville à Kpomé pour décongestionner le Grand-Lomé. Le 03 octobre, le monde entier observe la journée internationale de l'habitat, sous le thème, « attention à l'écart. Ne laisser personne, ni aucun endroit de côté ». Pour marquer cette journée au Togo, le ministre Koffi Tsolényanu en charge de l'Urbanisme et de l'Habitat a livré, vendredi dernier à son cabinet à Lomé, un message. Selon lui, cette célébration offre l'opportunité au public et à l'ensemble des acteurs du secteur de l'habitat d'échanger et de mener des réflexions fécondes sur les ambitions des autorités, en matière de logement décent, viable et sécurisé. Aussi, a-t-il dit que cette 37e édition interpelle les uns et les autres sur la priorité dans le domaine de l'habitat et du logement. De l'avis du ministre, le thème retenu rappelle à ces acteurs (gouvernants, municipalités, investisseurs privés nationaux et internationaux, organisations du secteur de l'habitat et du logement) à leur responsabilité collective en ce qui concerne la lutte contre les inégalités, croissantes de par le monde, dans l'accès au logement.

Sécuriser le foncier pour les promoteurs immobiliers

Pour une meilleure prise en charge des problèmes environnementaux, il urge de sensibiliser l'opinion sur l'importance d'entreprendre des actions inclusives et participatives. Le ministre a rappelé les ambitions du Togo pour améliorer le cadre de vie des populations et garantir à tous les Togolais le droit fondamental à un logement décent. A cet effet, les plus hautes autorités ont pris en compte toutes les initiatives internationales visant à améliorer l'habitat et à régler les déséquilibres en matière de logement. Ces engagements se sont concrétisés par des actions fortes telles que le fonds spécial pour le développement de l'habitat, le centre de la construction et du logement, la réalisation du programme de construction de 20000 logements décents et à coûts abordables. « Ce projet, inscrit dans la feuille de route gouvernementale et confié au ministère en charge de l'urbanisme et de l'habitat, est d'accroitre le parc immobilier du Togo, afin de prévenir la raréfaction des logements et les conséquences perverses de la spéculation qui risquent, à terme, de marginaliser davantage les couches les plus vulnérables eu égard à l'accès au logement et à un habitat sain », a-t-il souligné. Le ministre a, également, indiqué que pour décongestionner le Grand-Lomé, le gouvernement a décidé de créer une nouvelle ville à Kpomé dans la commune Zio 1 sur une superficie de 1177 hectares et compte étendre ce projet à l'ensemble du territoire. A ce titre, le gouvernement s'est engagé à mettre le foncier sécurisé à la disposition des promoteurs immobiliers à coût durable et à réaliser les voies et réseaux divers qui mènent aux sites. Toujours dans cette logique, l'Etat togolais, pour ne laisser personne de côté, a pris en janvier dernier, un décret sur la règlementation de la caution, de la garantie de loyer et du bail d'habitation. « Le gouvernement compte sur la diligence des acteurs chargés de l'application dudit décret et la compréhension de tous, afin que les retombées soient effectives pour toute la population ».

Le Togo en chiffres

Principaux pays partenaires du Togo

Principaux clients (% des exportations)	2020	Principaux fournisseurs (% des importations)	2020
Burkina Faso	13,8	Chine	20,3
Mali	13,0	France	8,6
Bénin	10,0	Inde	7,5
Niger	8,5	Ghana	5,6
Ghana	8,1	Japon	4,3
Inde	7,5	Nigéria	3,6
Côte d'Ivoire	6,4	Allemagne	3,5
France	5,7	Turquie	3,3

Solde courant externe (en % du PIB)	-3,3 %	-5,9 %	-1,1 %	-1,7 %	FMI
Réserves de change zone UEMOA (en équivalent mois d'importations de biens et services)	5,8	5,3	4,5	4,5	FMI

Indicateurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur *(en % du PIB)*	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale *(hors services) (millions USD)*	-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) *(millions USD)*	-822	-502	-626	596	n/a
Importations de biens et services *(croissance annuelle en %)*	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services *(croissance annuelle en %)*	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services *(en % du PIB)*	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1
Exportations de biens et services *(en % du PIB)*	26,9	25,3	23,9	23,1	21,8

Source : Banque mondiale ; dernières données disponibles

Profil commercial

Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.091	2.166
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

AVIS N°003/2022/AMI/DCPC/DSI/CGAF/UEMOA
AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR L'ACCOMPAGNEMENT DE LA COMMISSION DANS LA CONCEPTION D'UN SYSTEME D'INFORMATION DECISIONNEL

1. Cette demande de Manifestation d'Intérêt fait suite à l'avis général de passation des marchés publié dans le site de l'UEMOA le 12 avril 2022

2. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), dans le cadre de l'exécution de son budget 2022, envisage le recrutement d'un Cabinet pour l'accompagnement de la Commission dans la conception d'un système d'information décisionnel.

3. L'objectif global de la mission, est d'accompagner la Commission de l'UEMOA à mettre en place un système d'information décisionnel (SID).

   De façon spécifique, il s'agit de :

   - réaliser des études techniques nécessaires à la mise en place du système ;
   - capitaliser les résultats de la phase pilote pour construire les fondations du système décisionnel (entrepôt de données, Tableaux de Bord Intégrés, outils d'analyse de données) conformément au périmètre du projet ;
   - assurer la montée en compétence technique du personnel de la DSI sur ce domaine.

4. Dans le cadre de l'exécution de sa mission le Cabinet devra, entre autres :

   - délivrer une documentation technique et fonctionnelle pour le projet (note de cadrage, rapport de conception, documents d'architecture) ;
   - mettre en place les fondations d'un système d'information décisionnel fonctionnel basé sur une architecture solide et évolutive et couvrant tous les domaines de la Commission;
   - réaliser la phase pilote, notamment relatifs : i) aux finances (budget, comptabilité et trésorerie) ; ii) à l'Administration (Ressources humaines, Marchés, Conventions, ...) ; (ii) aux réformes, projets et programmes (suivi opérationnel et performance) ; iv) aux statistiques des politiques sectorielles;
   - former les équipes de la DSI sur les technologies décisionnelles.

5. La durée totale prévue pour l'exécution de la mission est de quatre-vingt-dix (90) jours calendaires.

6. En vue de la constitution de la liste restreinte, le Président la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine, invite les firmes de consultants admissibles, Internationaux et/ou Nationaux et les Groupements de Consultants à manifester leurs intérêts à fournir les prestations ci-dessus décrites.

7. Les Cabinets intéressés sont invités à produire, dans leur dossier de manifestation d'intérêt, toutes références et documents permettant d'apprécier leurs expériences et expertises en la matière en fournissant les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter lesdites prestations (brochures, références concernant l'exécution des contrats analogues, expérience dans des conditions semblables, etc.....).

8. La Commission de l'UEMOA se réserve le droit de vérifier l'authenticité des informations communiquées.

9. Le Cabinet sera sélectionné sur un mode de « sélection basée sur la qualité technique et le coût » conformément aux procédures spécifiées dans le **Règlement d'exécution N° 001/2020/COM/UEMOA du 24 février 2020** relatif aux règles de passation, d'exécution, de réception et de règlement des marchés des Organes de l'UEMOA et sont ouverts à tous candidats qui remplissent les conditions stipulées dans le Règlement.

10. Les appréciations porteront notamment sur l'expérience générale du Cabinet, l'expérience spécifique et la connaissance de la région sur la base des critères ci-après :

Critères d'évaluation	**Notes pondérées maximum**
1 - « Expérience générale du Cabinet »	**30**
Nombre d'études/missions générales en matière de mise en place de systèmes décisionnels tous secteurs confondus (6 points par mission jusqu'à un maximum de 5 missions)	30
2 - « Expérience spécifique du Cabinet »	**60**
Nombre de prestations similaires exécutées au cours des dix (10) dernières années pour des organisations d'intégration régionale, des institutions internationales de développement ou pour un Etat. (10 points par prestation similaire jusqu'à un maximum de 6 prestations) avec une preuve d'exécution de la prestation	60
Connaissance de la région (pays de l'UEMOA)	**10**
Expériences générales dans les pays de l'UEMOA (2 points par expérience pays, pour un plafond de 5 expériences dans 5 différents pays)	10
Total des points	**100**

11. Pour tous renseignements, veuillez contacter :
    - ***Monsieur Inoussa NANGA*** - Email : inanga@uemoa.int
    - ***Monsieur Meissa DIAGNE*** - Email : mdiagne@uemoa.int

12. Les manifestations d'intérêt en langue française exclusivement, sous format papier A4 et clé USB et fournies en quatre (04) exemplaires, peuvent être envoyées par la poste, ou déposées au bureau du courrier de la Présidence de la Commission de l'UEMOA :

    380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, 01 BP 543 Ouagadougou 01- BURKINA FASO au plus tard **le mercredi 20 octobre 2022 à 9 heures 30 mn précises, heure locale**.

    L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 10 heures au siège de la Commission de l'UEMOA, dans la salle FOSIDEC.

13. L'enveloppe contenant la Manifestation d'intérêt devra être scellée et portée visiblement la mention : « Manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un Cabinet pour l'accompagnement de la Commission dans la conception d'un système d'information décisionnel ».

Pour le Président de la Commission
et par délégation, le Directeur de cabinet
par intérim

Ahio Augustin NIANGO

Ghana

Bientôt le recyclage des bouteilles de gaz

Le gouvernement a annoncé que la politique de recyclage des cylindres devrait être lancée dans certaines régions du pays d'ici la fin de l'année. Cette annonce intervient des années après que la politique ait été introduite comme mesure palliative suite à la saga de l'explosion du gaz de jonction atomique en 2017.

S'exprimant lors de la Ghana International Petroleum Conference, le directeur général de la National Petroleum Authority (NPA), le Dr Mustapha Abdul-Hamid, a déclaré que le "gouvernement est déterminé à faire de la politique du modèle de recirculation des cylindres une réalité". Dans toute la région de l'Afrique de l'Ouest, seuls le Ghana et le Nigeria exploitent encore des stations-service GPL et nous devrions tous travailler assidûment pour éliminer le phénomène des stations-service. "De notre côté, à l'Autorité nationale du pétrole, nous sommes déterminés à ce que, d'ici la fin de l'année, nous commencions à piloter le modèle de recirculation des bouteilles, au moins dans la partie sud de notre pays, avec la volonté de faire en sorte que, d'ici 2030, nous atteignions une pénétration du GPL de 50 %. " Il a ajouté. L'Association des distributeurs de GPL a depuis exprimé ses inquiétudes quant à la décision du gouvernement, la qualifiant de contre-productive pour leurs activités. Réagissant à la dernière mise à jour, la LPG Marketers Association of Ghana a souligné la nécessité de veiller à ce que ses membres soient correctement intégrés dans la mise en œuvre de la politique de recyclage des bouteilles dans le pays. Le vice-président de la LPG Marketers Association of Ghana, Gabriel Kumi, estime que le gouvernement doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour s'assurer que les entreprises de ses membres sont protégées. Il a souligné que "vous devez vous assurer que les acteurs actuels de l'industrie sont correctement pris en charge. Vous devez vous assurer que les acteurs qui ont construit l'industrie au fil des ans sont pris en charge en essayant de les intégrer correctement afin qu'ils conduisent et s'approprient la politique." Il a ajouté que le gouvernement ne les a pas équipés pour le déploiement de la politique. "Comme je l'ai indiqué, cette industrie a été construite par des Ghanéens autochtones et le secteur privé. Donc, si le gouvernement propose une nouvelle politique, il est important qu'il nous équipe vraiment, qu'il nous accompagne et qu'il nous tire vers le haut". Le mois dernier, l'Association des commerçants de GPL s'est lancée dans une grève en raison d'un embargo institué par le gouvernement sur la construction de nouvelles stations de GPL en 2017 après l'introduction de la politique de recyclage des bouteilles. La grève a ensuite été annulée après des réunions avec le gouvernement qui ont conduit à la suppression de l'interdiction.

Avec Citibusiness

Bénin

La Banque mondiale octroie 200 millions $ pour renforcer la résilience des infrastructures

Dans le cadre du soutien qu'elle apporte au gouvernement béninois, dans la mise en œuvre de son programme d'actions, la Banque mondiale a annoncé un nouveau financement qui porte à quatre les décaissements dont bénéficie le pays, cette année.

La Banque mondiale, via l'Association internationale de développement (IDA), a accordé un financement de 200 millions de dollars au gouvernement béninois afin de renforcer la résilience de certaines infrastructures du pays. L'annonce a été faite par l'institution bancaire, le jeudi 29 septembre. Ce financement permettra aux autorités de réduire les risques d'inondations dans les villes secondaires, en améliorant l'accès aux infrastructures résilientes au climat. Il s'inscrit dans le vaste programme d'assainissement des eaux pluviales des villes secondaires mis en œuvre par les autorités. Pour la Banque, l'opération intervient dans le cadre du Programme axé sur les Résultats (PforR). « Elle [cette opération du PforR, Ndlr] aidera les communes bénéficiaires à réduire les risques d'inondations et à améliorer les conditions de vie des habitants en construisant des infrastructures de drainage urbain résilientes et en utilisant des outils de planification urbaine », explique-t-elle. Ce décaissement vient accompagner le Programme d'actions du gouvernement pour la période 2021-2026 et s'aligne également sur le Cadre de partenariat pays (CPF 2018-2023) de la Banque mondiale avec le Bénin. L'objectif est de permettre au pays d'atteindre une transformation structurelle de son économie. Ce financement constitue le quatrième de cette année. Les précédents concernaient le renforcement de l'accès aux services sanitaires de base, de l'accès à l'eau potable en milieu rural et celui de la croissance économique.

Avec Agence Ecofin

Ghana

Les droits d'importation continueront à alimenter l'inflation

L'Association des importateurs et exportateurs du Ghana affirme que les prix des marchandises continueront à augmenter de manière incontrôlée si le gouvernement ne réduit pas les droits d'importation dans les ports.

L'association a révélé qu'il y a eu d'énormes différences dans les droits et taxes d'importation au port ces derniers jours en raison de certaines différences dans le taux de change fixé par la Division des douanes de l'Autorité fiscale du Ghana. Ils ont également révélé qu'à partir du mardi 27 septembre 2022, un taux de change de 8 cedis, 3 pesewas (520 FCFA) a été fixé à 9cedis, 5 pesewas (580 FCFA) qui doit être ajusté le lundi 3 octobre 2022. Dans une interview accordée à Citi Business News, le secrétaire général de l'Association des importateurs et des exportateurs du Ghana, Samson Asaki Awingobit, a déclaré que les autorités devaient de toute urgence adopter des mesures pragmatiques afin d'atténuer les coûts anormaux supportés par les importateurs, les transitaires et les négociants. "Si les nouveaux frais portuaires sont une erreur de la part du gouvernement, alors ils devraient l'annuler, mais si c'est la réalité et que c'est le véritable reflet de ce que les douanes ont sanctionné par la Banque du Ghana et le ministère des Finances, alors ils font peser sur la communauté des affaires un fardeau qu'ils ne peuvent pas contenir". Il a souligné que "de nombreuses personnes courent impuissantes dans le port, si elles doivent cracher des sommes énormes pour payer les droits de douane, combien vont-elles vendre leurs marchandises et c'est pourquoi nous continuerons à voir les prix augmenter de temps en temps".

Avec Citibusiness

Nigeria / Numérique

La BAD, la BID et l'AFD investissent 618 millions de dollars dans des projets

Avec l'émergence des technologies numériques en Afrique, les gouvernements réalisent de plus en plus l'importance de l'économie créative pour la génération d'opportunités commerciales permettant d'avoir un impact positif sur les vies et de développer l'économie en général.

La Banque africaine de développement (BAD), la Banque islamique de développement (BID) et l'Agence française de développement (AFD) ont investi 618 millions de dollars dans le programme des entreprises numériques et créatives (i-DICE) au Nigeria. S'exprimant ce jeudi 22 septembre à New-York lors du Forum international de partenariat économique du Nigeria, le président de la BAD, Akinwumi Adesina (photo), a déclaré que ce financement va soutenir la création de 225 start-up créatives et de 451 petites et moyennes entreprises (PME) de technologies numériques. « L'avenir n'est pas seulement numérique, l'avenir sera porté par la révolution numérique […] Aujourd'hui, le Nigeria compte 5 des 7 licornes d'Afrique et a levé près de 1,4 milliard de dollars sur le total de 4 milliards de dollars levés par les entreprises fintech en Afrique en 2021 », a déclaré Akinwumi Adesina. Le financement du programme vise à compenser le ralentissement économique dû à la pandémie de la Covid-19 par l'expansion des secteurs financiers et technologiques au Nigeria. À en croire la BAD, au cours du quatrième trimestre de 2020, les TIC ont contribué à 15,06% du produit intérieur brut (PIB), contre 13% au cours du même trimestre en 2019. De même, les industries créatives, très dynamiques, ont généré 14,4 millions USD de recettes entre 2015 et 2018. En dépit de ces avancées, plusieurs problèmes systémiques dont le manque de financement, l'insuffisance d'infrastructures, le déficit de compétences, l'accès limité à Internet font obstacle au développement de ces secteurs. Le programme d'investissement dans les entreprises numériques et créatives lancé en janvier par le gouvernement fédéral du Nigeria veut résoudre ces problèmes. Il cible plus de 68 millions de nigérians âgés de 15 à 35 ans qui sont reconnus comme des leaders de start-up technologiques innovantes, à un stade précoce, mais aussi des leaders de micro, petites et moyennes entreprises du secteur créatif. Le financement bancaire d'i-DICE rentre dans le cadre de l'initiative du gouvernement qui vise à consolider davantage la position du Nigeria en tant que première destination d'investissement pour les start-up en Afrique, et en tant que plaque tournante pour l'entrepreneuriat des jeunes. Selon le président de la BAD, ces entreprises pourraient créer 6,1 millions d'emplois et apporter 6,4 milliards de dollars à l'économie d'ici 2027.

Avec wearetech

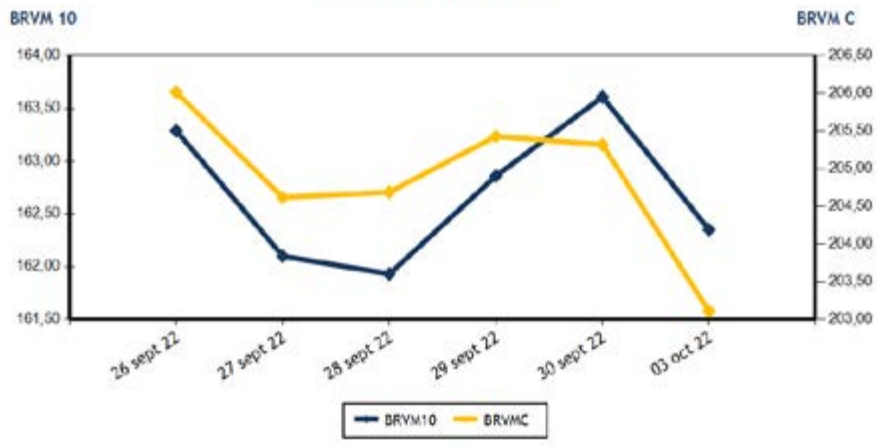
BRVM 10	162,35
Variation Jour	-0,77 %
Variation annuelle	5,76 %

BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

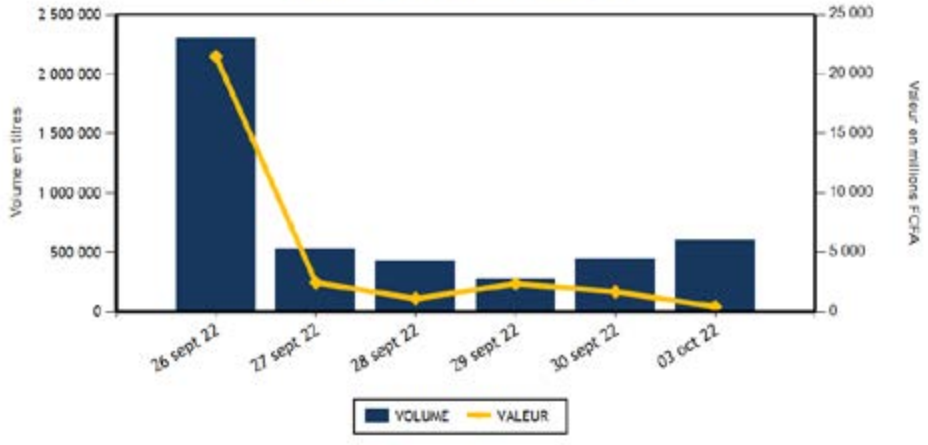
N° 189 — lundi 3 octobre 2022 — Site : www.brvm.org

BRVM Composite	203,11
Variation Jour	-1,08 %
Variation annuelle	0,41 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 113 937 890 063	-1,08 %
Volume échangé (Actions & Droits)	603 198	70,12 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	413 827 572	-49,17 %
Nombre de titres transigés	43	4,88 %
Nombre de titres en hausse	10	11,11 %
Nombre de titres en baisse	18	-5,26 %
Nombre de titres inchangés	15	15,38 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 491 029 273 800	-0,03 %
Volume échangé	1 403	-98,35 %
Valeur transigée (FCFA)	13 841 055	-98,41 %
Nombre de titres transigés	8	-50,00 %
Nombre de titres en hausse	2	-66,67 %
Nombre de titres en baisse	0	
Nombre de titres inchangés	6	-40,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICOR CI (SICC)	6 425	7,44 %	25,49 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	2 540	5,18 %	8,09 %
BERNABE CI (BNBC)	2 245	4,91 %	3,22 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	1 100	3,77 %	14,58 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 600	3,23 %	7,74 %

PLUS FORTES BAISSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
PALM CI (PALC)	10 175	-7,46 %	45,57 %
CORIS BANK INTERNATIONAL (CBIBF)	8 320	-7,14 %	-20,76 %
CIE CI (CIEC)	2 045	-7,05 %	7,92 %
ONATEL BF (ONTBF)	3 850	-5,52 %	-2,41 %
TOTAL SN (TTLS)	2 285	-4,99 %	15,70 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	102,82	-0,72 %	-6,62 %	2 967	12 575 965	26,03
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	464,91	-1,29 %	3,58 %	10 089	108 124 255	9,21
BRVM - FINANCES	15	76,97	-0,52 %	-0,21 %	514 336	127 171 427	7,52
BRVM - TRANSPORT	2	440,75	-0,27 %	-29,15 %	66	119 465	7,07
BRVM - AGRICULTURE	5	303,68	-3,55 %	24,81 %	46 323	103 721 665	5,92
BRVM - DISTRIBUTION	7	369,92	-1,51 %	-9,21 %	29 331	61 998 425	28,24
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 752,11	2,16 %	94,52 %	86	116 370	17,05
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,00	
Taux de rendement moyen du marché	7,34	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,20	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	107	
Volume moyen annuel par séance	1 055 946,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 759 824 573,73	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	6,61	
Ratio moyen de satisfaction	26,74	
Ratio moyen de tendance	404,82	
Ratio moyen de couverture	24,70	
Taux de rotation moyen du marché	0,06	
Prime de risque du marché	6,60	
Nombre de SGI participantes	26	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = *Volume annuel échangé / nombre de séances*
Valeur moyenne annuelle par séance = *Valeur annuelle échangée / nombre de séances*
Ratio moyen de liquidité = *Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)*
Ratio moyen de satisfaction = *Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)*
Ratio moyen de tendance = *Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)*
Ratio moyen de couverture = *Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)*

Taux moyen de rotation = *moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)*
PER moyen du marché = *moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif*
Taux de rendement moyen = *moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende*
Taux de rentabilité moyen = *moyenne des taux de rentabilité des actions cotées*
Prime de risque du marché = *(1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat*

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18,Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

Train à grande vitesse

Aller de Lisbonne à Porto pourrait se faire en une heure et quart

Au Portugal, un projet de train à grande vitesse permettra, après 2030, de relier les deux plus grandes villes en 1h15. Les travaux commenceront en 2024, près de Porto, et se boucleront à Lisbonne.

Le gouvernement portugais a présenté, mercredi, un projet de train à grande vitesse qui permettra de relier Lisbonne à Porto, les deux principales villes du pays, en une heure et quinze minutes après 2030, contre près de trois heures actuellement. C'est un projet «stratégique pour l'avenir du pays», qui favorisera «l'autonomie» et «la compétitivité», a expliqué le Premier ministre, Antonio Costa, lors d'une conférence de presse à Porto. Cet axe ferroviaire doit également permettre, à terme, de relier Porto et Vigo, dans le nord-ouest de l'Espagne. Cette liaison avec l'Espagne sera «le premier pas en vue d'une intégration avec le réseau ibérique à grande vitesse», s'est félicité Antonio Costa. La construction de cette ligne se fera en trois étapes. Les travaux de la première phase entre Porto et Soure, près de Coimbra, doivent débuter dès 2024, tandis que le dernier tronçon, d'environ 40 kilomètres au nord de Lisbonne, est prévu après 2030.

Près de trois milliards d'investissements

Pour la première phase de construction, l'investissement est «de l'ordre de 2,9 milliards d'euros (près de 2,75 milliards de francs)», dont environ «un milliard d'euros de fonds communautaires», a précisé Carlos Fernandes, membre du conseil d'administration de Infraestruturas de Portugal, gestionnaire public des réseaux ferroviaire et routier. «Le pays réunit aujourd'hui les conditions financières pour pouvoir réaliser ce projet», a assuré Antonio Costa, appelant à un large «consensus national». Cette ligne, qui devrait accueillir seize millions de passagers en 2031, contre six millions actuellement, permettra aussi d'écourter les distances entre la capitale portugaise et des villes importantes, comme Guarda ou Santarem, selon le projet dévoilé mercredi. Le Portugal relance ainsi son programme de train à grande vitesse, après avoir été contraint, par le passé, de reporter plusieurs projets de ce type, dont la liaison Lisbonne-Madrid, initialement prévue pour 2013, en raison des difficultés économiques et financières causées par la crise financière de 2008.

(AFP)

Australie

Le plus grand projet de stockage d'énergie hydroélectrique du monde

L'État australien du Queensland a annoncé, mercredi, son intention de créer le plus grand projet de stockage de l'énergie hydroélectrique par pompage au monde.

L'État du Queensland, dans le nord-est de l'Australie, a dévoilé mercredi son projet de construction du plus grand système de stockage de l'énergie hydroélectrique par pompage au monde, cette région riche en énergies fossiles cherchant une réorientation majeure vers les énergies renouvelables. Le projet, dont la livraison est promise pour 2035, aura une capacité de stockage de cinq gigawatts sur 24 heures, soit plus du double de celle du plus grand projet de pompage hydroélectrique d'Australie, Snowy 2.0.

● *La Première ministre du Queensland, Annastacia Palaszczuk (photo d'archives). AFP*

«Batterie géante»

La technologie de l'hydroélectricité par pompage permet le stockage à long terme des énergies renouvelables, un défi majeur pour atteindre l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050. «Nous utiliserons l'électricité solaire bon marché pendant la journée pour pomper l'eau dans la montagne, afin de la stocker», explique Steven Miles, vice-Premier ministre du Queensland. «Puis, la nuit, nous pourrons libérer l'eau pour produire de l'électricité. C'est comme une batterie géante.» Ce projet est au centre du nouveau «plan pour l'énergie et l'emploi» de 62 milliards de dollars australiens (39,2 milliards de francs environ), qui permettra également au Queensland de faire entrer dans la loi son objectif de produire 80% de son énergie, à partir de sources renouvelables d'ici à 2035.

Vastes ambitions

«Il s'agit d'un projet d'envergure mondiale», a déclaré mercredi à la presse la Première ministre du Queensland, Annastacia Palaszczuk. «Nous savons que les habitants du Queensland comprennent le changement climatique. Aujourd'hui, le gouvernement comprend que nous devons passer à l'action», a-t-elle ajouté. Le Climate Council, un organisme indépendant, estime que l'Etat du Queensland possède l'un des plans les plus ambitieux d'Australie. Cet État a longtemps été au cœur de la production de combustibles fossiles en Australie. L'exploitation minière y domine encore l'économie, et représentait notamment des revenus de 40 milliards de dollars australiens (environ 25,3 milliards de francs) en 2019/20. Dans les grandes villes, les habitants sont de plus en plus conscients de l'urgence climatique, et beaucoup ont soutenu les candidats écologistes et sensibles aux enjeux climatiques lors des dernières élections, en mai 2022.

(AFP)

Cinéma

Une voiture de James Bond vendue aux enchères

La maison Christie's organisait une vente aux enchères de charité pour célébrer les soixante ans de James Bond au cinéma.

● *La réplique de DB5, modèle emblématique de 007, est l'un des huit exemplaires spécialement conçus et fabriqués pour le tournage de «No Time To Die». AFP*

Une réplique d'Aston Martin DB5, qui a servi pour les cascades du James Bond «No Time To Die» («Mourir peut attendre»), a été vendue mercredi près de trois millions de livres sterling aux enchères, lors d'une vente de charité qui a permis de recueillir plus de six millions de livres. Les fruits de cette vente, organisée par la maison Christie's pour célébrer soixante ans de James Bond au cinéma, ont atteint 6'103'500 livres sterling (6'483'200 francs) pour 25 lots, selon le compte Twitter officiel James Bond @007. Les fonds recueillis sont destinés à 45 associations, parmi lesquelles la fondation du prince Charles-avant qu'il ne devienne roi avec la mort de la reine Elizabeth II le 8 septembre – ou Médecins Sans Frontières.

Enchères en ligne

Vendue pour 2,922 millions de livres sterling (3,10 millions de francs), la réplique de DB5, modèle emblématique de 007, est l'un des huit exemplaires spécialement conçus et fabriqués pour le tournage du long-métrage réalisé en 2021 et la seule voiture de cascades à ce jour mise en vente par Aston Martin et EON productions, selon Christie's. Une autre Aston Martin, un modèle V8 du début des années 1980 apparaissant également dans «Mourir peut attendre», a été vendue 630'000 livres (670'000 euros), une troisième, une récente DBS Superleggera, pour 403'000 livres (plus de 428'000 euros). Parmi les autres objets mis en vente figuraient également des costumes et accessoires liés à la célèbre saga. Parallèlement, 36 autres lots ont été mis aux enchères en ligne depuis le 15 septembre jusqu'au 5 octobre.

(AFP)

Stockholm

Plombé par son retrait de Russie, H&M lance un plan d'économies

Le géant suédois de l'habillement a enregistré, jeudi, une chute de 89% de son bénéfice net au troisième trimestre, plombé par une provision liée à son désengagement progressif de Russie.

H&M, numéro 2 mondial du secteur de l'habillement, a annoncé un nouveau plan visant à des économies annuelles de 2 milliards de couronnes, dont les effets doivent être visibles à partir du deuxième semestre 2023. Entre juillet et septembre, le bénéfice net trimestriel du géant suédois a été divisé par neuf (-89%) à 531 millions de couronnes (environ 47 millions de francs) au troisième trimestre, nettement sous les attentes des analystes sondés par Bloomberg et Factset. «Le troisième trimestre a largement été affecté par notre décision de mettre en pause nos activités en Russie puis de nous y désengager», a commenté la PDG, Helena Helmersson, dans le rapport financier du groupe. «Cela a eu un effet significatif sur nos ventes et notre rentabilité, ce qui explique la moitié de la baisse des bénéfices», a-t-elle ajouté. Le chiffre d'affaires de H&M a lui atteint 57,5 milliards de couronnes soit une hausse de 3%, correspondant aux attentes des analystes, selon Factset. Le géant suédois n'a pas détaillé les mesures de son plan d'économies qui inclura des «réductions de coût et des améliorations de l'efficacité».

Un désengagement progressif

Après avoir mis à l'arrêt l'ensemble de ses ventes en Russie, en mars, après l'invasion de l'Ukraine par Moscou, le groupe avait annoncé en juillet se désengager de Russie, engrangeant ainsi un coût de 2,1 milliards de couronnes. Le montant s'est avéré plus élevé que prévu à cause de la baisse de la valeur de la couronne suédoise sur le marché des changes, explique le groupe. À ce jour, le groupe compte «un peu plus de 30» magasins définitivement fermés sur les 172 enseignes de H&M en Russie. H&M va également fermer ses trois magasins au Belarus.

(AFP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Rendez-vous technologique et collaboratif (Gitex Global)	10-14 octobre 2022	Dubaï, Emirats Arabes Unis	https://gitex.com/
Salon international des innovations et solutions pour le secteur parfumerie-cosmétiques	12-13 octobre 2022	France	https://www.cosmetic-360.com/
Salon International des Acteurs Economiques Madagascar	13-16 octobre 2022	+ 261 34 33 796 15 / + 261 34 28 612 40	federationcci@gmail.com / commercial@siae-madagascar.com
8e sommet international de l'innovation dans la finance	19 octobre 2022	Syndey, Australie	fintechsummit.com.au
Sommet Finance en commun 2022	19-20 octobre 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/3e-edition-du-sommet-finance-en-commun-52844
6e Conférence des Ministres Africains Chargés de l'Etat Civil	24-28 Octobre 2022	Addis-Abeba, Éthiopie	+251 115 443461 / belayt@un.org
Rendez-vous international de la tech	1er au 4 novembre 2022	Lisbonne	websummit.com
Foire commerciale internationale	5-13 novembre 2022	Maurice (+ 230) 270 1450 / (+ 230) 5806 8848	dependencepromo194@gmail.com
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.intrafricantradefair.com/
Sommet des start-up émergentes Afrique-Europe	28-29 novembre 2022	Paris	emergingvalley.co

HOROSCOPE finance

Bélier Uranus et Neptune occuperont votre secteur argent. Résultat : votre situation financière ne sera pas menacée, mais vous risquez tout de même d'avoir quelques difficultés pécuniaires. Gérez attentivement votre budget, de manière à conserver un équilibre satisfaisant.

Taureau Aucune planète importante ne touche directement le domaine pécuniaire en ce moment. Pourtant, cette journée devrait être facile et protégée. En effet, avec le soutien de Jupiter, planète de chance et de succès, vous ne devriez pas avoir de problème financier. De plus, Vénus en aspect favorable vous vaudra une belle protection et, peut-être, une petite rentrée d'argent imprévue.

Gémeaux Vous serez en mesure de régler efficacement vos problèmes matériels. Il est vrai que vous adopterez une attitude raisonnable et que vous serez prêt à rogner sur certaines dépenses superflues si les circonstances l'exigent. Ce sera aussi le moment favorable pour réaliser des placements à long terme. Et, pour ceux d'entre vous qui sont concernés par la question de la retraite, des solutions intéressantes pourront être trouvées.

Cancer Côté argent, vous ne serez pas plus raisonnable que d'habitude ! Heureusement, vous pourrez effectuer des transactions financières lucratives et des placements très habiles.

Lion En ce qui concerne votre situation pécuniaire, l'expansion sera au programme. Vous pourrez compter sur des coups de pouce de la chance, mais vous saurez également nouer des alliances très utiles, qui déboucheront sur des appuis financiers conséquents.

Vierge Avec Uranus et Neptune influençant le secteur argent, ce sont deux poids lourds du Ciel qui joueront sur l'équilibre de vos finances. Des coups de chance seront au programme, mais aussi des revers de fortune pour les plus imprudents. Ces planètes étant capables du meilleur comme du pire, on ne saurait trop vous conseiller de ne pas vous lancer dans des achats inconsidérés ou des placements hasardeux.

Balance Avec une telle configuration astrale, la chance en argent collera à vos semelles, presque contre votre gré. Vous pourrez espérer de grandes largesses de sa part, à condition toutefois que vous soyez parfaitement documenté sur ce que vous voudrez faire.

Scorpion Cet impact de Mercure est susceptible de provoquer des coups de chance ou, au contraire, des situations confuses et décevantes sur le plan financier. En tout cas, restez prudent pour garder l'équilibre ; évitez les achats trop onéreux, les endettements et les placements à risques.

Sagittaire Si vous aviez un projet nécessitant un investissement important, vous devriez pouvoir trouver sans trop de difficultés les fonds nécessaires à sa mise en oeuvre. En effet, Jupiter devrait vous aider à résoudre les problèmes en suspens qui vous mettaient dans une situation inconfortable.

Capricorne Cette fois, vous pourrez relâcher un peu votre vigilance en matière pécuniaire et vous laisser aller à quelques folies... raisonnables ! Mieux vaudra en effet tenir compte de vos possibilités avant de vous lancer dans des achats ruineux.

Verseau Vous n'aurez pas trop de soucis à vous faire pour vivre vos fins de mois en beauté. Vous pourrez même compter sur un cadeau des astres sous forme de quelques rentrées d'argent inespérées ou d'une belle promotion professionnelle.

Poissons Le pronostic est très réjouissant ! Il semble que l'argent cherchera à entrer dans votre escarcelle comme l'eau cherche à couler vers le bas, sans que vous ayez à faire quoi que ce soit de spécial pour provoquer l'événement.

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général
Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)
Administrateur Délégué
Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)
Directeur de Publication
TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)
Rédacteur en Chef
Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)
Rédacteurs
Nicole ESSO
Junior AREDOLA
Vivien ATAKPABEM
Wilson LAWSON
Directeur Commercial
Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)
Correcteur
Michel Yao AYEVA
Graphiste
Gérard DAMAWOU

AVIS DE VACANCE DE POSTE – ANALYSTE EN CHARGE DU RISQUE DE CREDIT – BILINGUE

Titre du poste :	**Analyste en charge du risque de crédit**
Rattachement hiérarchique :	Rattaché(e) au Responsable de la Gestion des Risques
Durée	CDD de 6 mois renouvelable
Lieu du poste :	Lomé, Togo

Résumé du poste

L'analyste en charge du risque de crédit a pour mission d'une part d'accompagner le département des risques dans la mise en pratique des procédures définies dans le manuel interne de gestion des risques et d'autre part, de s'assurer que les livrables attendus sont effectués dans les délais impartis.

Principales responsabilités

- Analyse des données et système de gestion des bases données relatifs à la gestion des crédits ;
- Évaluer la solvabilité des clients existants ;
- S'assurer de la mise à jour des indicateurs nécessaires au suivi des activités ;
- Effectuer les analyses financières liés à la gestion du risque de crédit, en accord aussi bien avec les termes définis dans les conventions de garanties d'AGF WA qu'avec les manuels des politiques et procédures de la compagnie ;
- Générer, dans les délais, les mémos et lettres de correspondance formelles, en anglais et en français, liés à la gestion du risque de crédit ;
- Participer à la production de tous les rapports réguliers sous la responsabilité du Département des Risques ;
- Effectuer d'autres tâches ponctuelles, requises au besoin, par le (la) Responsable des Risques.

Qualifications, Connaissances, Compétences et Expériences Souhaitées

- Diplômé(e) d'école de commerce ou minimum un niveau bac + 5 dans le domaine de l'ingénierie financière, ou d'une maitrise en mathématiques financières ou en analyse des données ;
- Avoir exercé au minimum 1 an dans un Département de Risque de Crédit au sein d'une banque d'une institution financière fournisseur de crédits ou dans la gestion de base de données ;
- Excellentes compétences en analyse de base de données ;
- Excellentes compétences en analyse financière ;
- Compréhension démontrée des garanties et produits bancaires ;
- Capacité à compiler, reporter et synthétiser les résultats et les activités ;
- Une expérience en analyse de crédit pour les petites et moyennes entreprises serait un plus.

Autres compétences critiques d'admissibilité

- Bilingue - excellente connaissance des langues française et anglaise, à l'oral et à l'écrit ;
- Très bonne habileté à professionnellement communiquer en anglais et en français
- Excellente capacité d'analyse et de synthèse ;
- Excellente compétence en informatique (Bureautique et outils de statistiques) ;
- Sens de l'initiative, de l'innovation et de l'autonomie ainsi qu'une facilité à travailler et à collaborer en équipe (flexibilité) ;
- Motivé (e), avec une passion et une forte volonté d'aider les petites et moyennes entreprises à réussir ;
- Capacité à travailler dans un environnement professionnel et culturel diversifié ;
- Aptitude à effectuer des déplacements fréquents.

Conditions de l'offre

Le groupe African Guarantee Fund (AGF) est un employeur qui respecte l'égalité des chances et offre une rémunération compétitive ainsi que d'avantages sociaux. AGF est fier de son environnement de travail collégial, favorable et sensible à la dimension de genre et croit que la diversité du personnel favorise l'excellence.

Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

Candidatures

Les candidatures, comprenant une lettre de motivation et un C.V. détaillé, indiquant les noms et les coordonnées de trois personnes de référence, doivent être envoyées par e-mail, à l'adresse suivante : agfwestafrica@africanguaranteefund.com.

La mention "**Candidature pour un poste d'analyste en charge du risque de crédit - Bilingue**" doit figurer clairement dans l'objet du message électronique.

Les candidatures seront examinées jusqu'au **15 octobre 2022** ou jusqu'à ce que le poste soit pourvu.

Seuls les candidats présélectionnés et répondant aux exigences ci-dessus seront contactés.

Nous vous invitons à en savoir plus sur nous à l'adresse suivante :
www.africanguaranteefund.com

AGF WEST AFRICA S.A.

5082, Boulevard GNASSINBE Eyadéma - Lomé II | T: +228 22 21 06 05 | 01 BP 985 Lomé 01, TOGO | agfwestafrica@agf.africa

www.africanguaranteefund.com - E.F. N°T0076R R.C.C.M.TG-LOM 1995 B 2654

Éducation pour tous

Des kits scolaires de Faure Gnassingbé aux élèves des Lacs

Faure Essozimna Gnassingbé reste attaché à l'éducation de qualité pour tous au Togo. Mercredi 28 septembre 2022, la ministre Sandra Ablamba Johnson, secrétaire général de la présidence de la République à au nom du chef de l'Etat, remis des kits scolaires aux élèves des quatre communes de la préfecture des Lacs. Une initiative pour garantir une scolarité réussie aux apprenants bénéficiaires.

Accompagnée de Myriam Dossou-d'Almeida, ministre du Développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, Mme Johnson a à l'occasion, transmis le message de félicitation du président Faure aux élèves pour leur discipline et assiduité, aux parents et personnel enseignant pour leurs efforts en vue d'une formation intégrale de la jeunesse. « La scolarisation des enfants, favorise leur épanouissement personnel et le développement collectif de notre société. Il est donc du devoir de tous, de leur offrir un environnement d'apprentissage sain ainsi que les outils nécessaires à leur formation », a-t-elle indiqué. Tout en invitant les élèves à la culture de l'excellence en milieu scolaire, cher au chef de l'État, le secrétaire général de la présidence de la République a instruit les enseignants à donner le meilleur d'eux-mêmes en vue

d'assurer un enseignement de qualité, conformément à la vision du chef de l'État, celle de former des citoyens accomplis. A l'occasion, Mme Dossou-d'Almeida a partagé avec les élèves et parents, les initiatives du président de la République en faveur des jeunes scolarisés notamment les réformes du secteur de l'éducation, le renforcement des ressources humaines et les réformes de curricula, la gratuité des frais de scolarité et d'inscription aux examens, School Assur et les cantines scolaires dans les zones très défavorisées. Pour leur part, les autorités locales et les parents d'élèves ont salué le geste du chef de l'État à qu'ils ont témoigné lui ont témoigné leur gratitude pour toutes ses actions en faveur du monde scolaire. Rappelons qu'il y a quelques jours, le président de la République avait pris une dizaine de mesures dont le transfert monétaire direct pour soutenir les parents pour la rentrée scolaire et contre la cherté de la vie.

@gapola

Formation professionnelle

Des normes harmonisées pour les métiers d'assistance maçon, ...

Le ministre Kokou Eke HODIN est motivé à l'idée de soutenir le sous-secteur de l'enseignement technique et de la formation professionnelle. Le cadre de travail d'harmonisation des normes harmonisées de compétences professionnelles pour les métiers d'assistance maçon, de maçon et de plombier entre le Togo, le Ghana et le Nigeria est entré dans l'histoire ce vendredi 30 septembre. D'autres étapes sont annoncées.

Démarrés le 28 septembre dernier à Lomé, les travaux des trois jours de cet atelier ont permis aux experts et techniciens d'élaborer les référentiels de formation aux normes des deux autres pays notamment le Ghana et le Nigeria. L'objectif est d'offrir aux candidats admis à la migration, des compétences relatives à celles des deux autres pays pour faciliter la certification. En effet, cet atelier s'inscrit dans le cadre du projet d'appui à la libre circulation des personnes et à la migration en Afrique de l'Ouest avec le soutien de l'Organisation International du Travail (OIT) qui accompagne le processus de reconnaissance et l'harmonisation des normes de compétences des trois pays. « Notre jeunesse est à la quête du mieux-être, ce qui fait que les jeunes togolais se déplacent dans les autres pays à la recherche du travail. C'est aussi de la même manière que les jeunes du Ghana et du Nigeria se déplacent également et ce projet, qui a été appuyé par l'OIT, consiste justement à former les jeunes qui ont l'intention de quitter leur pays

pour aller travailler dans un autre pays. Il s'agit de faire en sorte qu'une formation reçue par un jeune dans son pays de départ soit reconnue dans le pays d'accueil principalement entre les trois pays », a laissé entendre le point focal dudit projet, SOOU Prosper. Dans les trois pays, deux secteurs d'activités ont été identifiés à savoir : l'agriculture et les travaux publics. Au Togo, l'accent a été mis sur l'élevage de volaille et dans les deux autres pays, on note la maçonnerie. « Pour le métier d'éleveur de volaille, nous avons identifié 5 unités de compétences déclinées en 22 éléments de compétences. Pour le métier de plombier, 10 unités de compétences ont été identifiées et déclinées en 32 éléments de compétences, pour le métier de maçon, nous avons identifié 10 unités de compétences qui sont déclinées en 43 éléments de compétences et pour le métier d'assistant maçon, 9 unités de compétences ont été identifiées et déclinées en 33 éléments de compétences », a présenté lors de la cérémonie de clôture, le Directeur de la pédagogie et du programme, ATCHOLADI E. Satisfait des résultats de cet atelier, le ministre délégué chargé de l'enseignement technique et de l'artisanat, Kokou Eke HODIN a réitéré l'engagement du gouvernement togolais à soutenir le sous-secteur afin de booster l'économie nationale et de contribuer à l'atteinte des objectifs du PND et de la feuille de route et au renforcement de coopération sous-régionale et internationale.

Avec linterview.info

Œuvres sociales

Les volontaires affectés sur le projet PNUD et UE en atelier de recyclage

Les volontaires de compétence affectés sur le projet d'appui au renforcement de capacités opérationnelles des communes, de Dapaong à Lomé, sont en atelier de recyclage. Ce mercredi 28 septembre 2022, c'est le tour de ceux de la région de la Kara formés aux affaires sociales.

Dans l'optique de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations par un investissement dans le développement durable des communes et l'émergence d'un environnement communal favorable à l'engagement des acteurs locaux, l'Agence Nationale du Volontariat au Togo (ANVT) a obtenu un financement de l'Union Européenne (UE) et un autre du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Ce financement a permis de mettre en œuvre le

projet d'appui du volontariat au renforcement des capacités opérationnelles des communes au Togo. Ainsi 80 volontaires de compétences ont été mobilisés par l'ANVT en concertation avec le Ministère de l'Administration territorial, de la décentralisation du développement des territoires (MATDDT) et le PNUD. Ces volontaires sont affectés dans 35 communes pour intervenir sur diverses thématiques notamment : la maîtrise de l'ouvrage communal, la mobilisation des ressources locales et la planification. Il s'avère nécessaire pour l'ANVT d'organiser un atelier de recyclage de ces volontaires afin de s'assurer de l'appropriation du projet, des thématiques d'intervention et des outils de travail.

Avec togoanvt.org

Le Togo en chiffres

Produits échangés

1,0 Mds USD de produits exportés en 2020		2,2 Mds USD de produits importés en 2020	
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	9,0	Energie électrique	5,1
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et craies phosphatées	8,8	Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002…	5,1
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) …	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	6,8	Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	3,4
Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	6,5	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ...	3,2
Coton, non cardé ni peigné	6,5	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, ...	3,1
Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux…	5,4	Riz	2,7
Perruques, barbes, sourcils, cils, mèches…	3,3	Véhicules automobiles pour le transport de marchandises…	2,5
Fèves de soja, même concassées	2,7	Tissus de coton, contenant >= 85% en poids de coton…	1,9

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

C'est Reparti !

30 Nov 18 Déc 2022

17ème Foire Internationale de LOME

Foire de toutes les opportunités

THÈME:
COMPÉTITIVITÉ DES BIENS ET SERVICES POUR LA RELANCE ÉCONOMIQUE POST COVID 19

+1000 EXPOSANTS

+300 000 VISITEURS

90 000 M² D'ESPACE

CETEF-LOME
+228 91 20 70 70 / 99 20 70 70
www.cetef.tg

Activité sous strict respect des mesures barrières au Covid 19

THÈME:
COMPÉTITIVITÉ DES BIENS ET SERVICES POUR LA RELANCE ÉCONOMIQUE POST COVID 19

+1000 EXPOSANTS

+300 000 VISITEURS

90 000 M² D'ESPACE

CETEF-LOME
+228 91 20 70 70 / 99 20 70 70
www.cetef.tg

Activité sous strict respect des mesures barrières au Covid 19

AFIS
AFRICA FINANCIAL INDUSTRY SUMMIT
2022

Founder AFIS

Co-Host IFC International Finance Corporation WORLD BANK GROUP

DURABLE, DIGITALE, SANS FRONTIÈRES

TRANSFORMER LA FINANCE
À L'ÈRE DES DISRUPTIONS

Lomé Togo
28 & 29 november 2022

HOTEL 2 FÉVRIER